L’affaire des masques a ouvert les yeux de tous. Alors que la production de masques ne relève pas d’un process industriel très compliqué, ni sophistiqué, il est apparu, d’une part, que les réserves étaient devenues insuffisantes, que cela avait conduit nos dirigeants à déclarer que leur port n’était pas nécessaire, faute qu’on puisse en disposer en nombre suffisant, avant de dire exactement le contraire et, d’autre part, que nos entreprises n’étaient pas en mesure d’en produire le nombre requis à court terme et que cela nous contraignait, comme d’autres pays, à être strictement dépendants de la Chine dans un domaine où rien ne rendait, ou rien n’aurait dû rendre, cette dépendance inéluctable.

Et il est apparu très largement qu’au-delà des masques, la question se posait, pourrait se poser, et se poserait très certainement, pour bien d’autres productions. Il est ainsi certains médicaments pour lesquels la production est quasiment l’apanage exclusif de la Chine ou de l’Inde. Il en est de même pour telle ou telle pièce dans l’industrie automobile. Et il n’est pas besoin d’évoquer la production de smartphones et de supports du numérique ou de l’informatique puisque chacune et chacun sait ce qu’il en est.

En un mot, nous mesurons concrètement aujourd’hui combien la « division internationale du travail », telle qu’on l’a laissée se développer au cours de plusieurs décennies n’a pas créé la meilleure situation possible pour notre pays et pour d’autres, ni le meilleur des mondes possible.

Du coup, Jean-Pierre Chevènement et Arnaud Montebourg redonnent de la voix et rappellent qu’ils ont plaidé pour une politique industrielle plus volontariste et pour le « made in France ».

D’autres avaient, à rebours, fait valoir les dangers du protectionnisme, puisque nous exportons nombre de nos productions. Et l’on me permettra de dire qu’il est, à cet égard, vain de ressusciter d’antiques caricatures. Ainsi Michel Rocard, qui avait plaidé, comme François Mitterrand, pour une forte politique européenne, et qui avait dit qu’il fallait prendre en compte la réalité du marché, avait toujours ajouté que le marché était myope et que la volonté politique était indispensable. Il fut – aussi – ministre du Plan et inventa les contrats de plan État-Région. Je ne l’ai jamais entendu s’opposer à l’idée d’une politique industrielle.

Toujours est-il qu’aujourd’hui chacun mesure combien cette politique industrielle fait défaut et combien il faut « reprendre la main » face à la division internationale du travail qui s’est imposée dans l’industrie, mais aussi dans d’autres domaines, y compris dans certains secteurs de l’agriculture et des services, et que cela appelle une forte mobilisation de la France et de l’Europe.

Au-delà des mots et des slogans faciles, j’évoquerai plusieurs pistes.

• Il y a d’abord une question culturelle. La France peut se prévaloir de nombreuses écoles d’ingénieurs de qualité, et dont certaines sont très prestigieuses. Comparons le nombre de celles et ceux qui, à leur sortie, devenaient ingénieurs il y a soixante-dix ans, cinquante ans et maintenant. On verra que le chiffre n’a cessé de diminuer au profit de ceux qui rejoignent la finance ou les sociétés d’audit, pour ne citer qu’elles. La France a, certes, besoin de banquiers et d’auditeurs. Elle a aussi besoin, grand besoin, de jeunes et de moins jeunes pleinement impliqués dans les entreprises de production et dans l’industrie. Notre passé

Phoca PDF

comme notre présent montrent que nos capacités ne manquent pas dans ces domaines, lorsque la volonté existe, aux plans français et européen. Nous pensons à Airbus bien sûr, mais pas seulement. Et il ne s'agit pas uniquement des grandes écoles – mais aussi de toutes les filières techniques, technologiques et de l'apprentissage qui peuvent conduire au plus haut niveau, contrairement à certaines légendes, par ailleurs tenaces.

• Les innombrables adeptes du « il n'y a qu'à » déclareront derechef qu'il suffit de produire en France des masques, médicaments, pièces d'automobile ou d'électronique qu'on fabrique en Chine ou ailleurs. L'ennui, c'est que sauf à bafouer toutes nos règles salariales et sociales, ce qui est impensable, il n'est pas possible de produire lesdits biens au même prix que nos concurrents. Et on ne pourra donc relever le défi que si on est meilleur quant à la modernisation des process de production et à la « compétitivité », mais aussi si l'on revoit l'échelle des salaires et des revenus. Il a fallu le Covid-19 pour que nos dirigeants se rendent compte que nos infirmières, aides-soignantes et et aides à domicile étaient notoirement sous-payées. Il faudra mieux les payer. Mais cela vaudra aussi pour nombre d'autres tâches si l'on veut relocaliser nos productions. Il faudra de même que les consommateurs acceptent de payer les produits français à leur juste prix, incluant la juste rémunération de celles et de ceux qui les produisent. On a vu cette tendance se dessiner à la faveur de la crise sanitaire. Il faudra la conforter.

• On voit en conséquence que rien ne sera possible sans une volonté politique forte aux plans national et européen. Non, la politique industrielle n'est pas, et ne doit pas être, un gros mot. Il faudra donc de forts investissements publics dans ces domaines. Cela peut paraître paradoxal en ce moment où notre endettement s'accroît très sensiblement. C'est néanmoins indispensable. Et cela suppose donc, à l'évidence, une autre répartition et affectation des revenus disponibles. Il est clair que notre fiscalité doit être plus juste pour les particuliers. Mais elle doit aussi, pour les entreprises, être plus efficace : il faut que l'on taxe bien davantage les dividendes distribués que les profits investis dans l'outil de travail pour l'améliorer, le rendre plus performant et développer l'emploi. Cela vaut aussi pour l'épargne ou les assurances-vie : des réformes sont indispensables pour orienter les sommes déposées vers le risque de l'entreprise, de la production, de la « création de valeur » – plutôt que vers de stériles thésaurisations.

Je terminerai en citant Thomas Piketty qui écrivait dans *Le Monde* des 10 et 11 mai qu'il fallait *« remettre en cause un certain nombre de tabous dans la sphère monétaire et fiscale, qui doit enfin être mise au service de l'économie réelle et d'objectifs sociaux et écologiques. »*

Jean-Pierre Sueur

Phoca PDF